

venus qu'il y aura effectivement, une réduction sensible des exportations de pétrole brut de notre pays au leur?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, il y a eu un accord qui a été défini dans un échange de correspondance en 1967. Cet accord prévoit l'exportation de 332,000 barils par jour dans les districts n^{os} 1 à 4. D'après les prévisions et le débit actuels, cette quantité est dépassée et cela préoccupe certainement beaucoup les États-Unis. Nous tâchons par tous les moyens dont nous disposons de renégocier l'accord, afin de parvenir à une solution satisfaisante pour les deux pays à brève échéance.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA REPRISSE DE LA CANADIAN CHANNING CORPORATION PAR L'INVESTORS OVERSEAS SERVICES

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Consommation et des Corporations, puis-je poser ma question au ministre des Finances? Comme une autre compagnie canadienne est en train de passer aux mains d'une compagnie étrangère, notamment la Canadian Channing Corporation Limited, l'une des plus anciennes institutions de fonds mutuels au Canada, qui vient d'être achetée par une société connue sous le nom de Investors Overseas Services, dont le siège est en Suisse, le ministre nous dira-t-il quelles mesures le gouvernement envisage de prendre à ce sujet?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas eu l'occasion d'étudier cette question en détail. Je sais que la Canadian Channing appartenait à une société étrangère jusqu'à ces derniers mois, alors qu'elle a été achetée par des employés par l'intermédiaire d'une autre corporation. Maintenant, et d'après ce que j'ai lu dans les journaux, elle a été vendue à l'IOS, mais comme je ne connais pas les détails de la transaction, je devrai aller aux renseignements.

M. Thompson: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire découlant de la réponse du ministre? La question de savoir si une société absorbée par des intérêts étrangers était justement devenue une société canadienne ou si elle avait été une société canadienne depuis longtemps est-elle pertinente?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, en fait, ce sont toutes deux des sociétés canadiennes constituées en corporations. Ce qui compte, c'est de savoir qui en est le propriétaire; c'est cela qui m'intéresse.

L'IMMIGRATION

LE REFOULEMENT DE RÉFRACTAIRES AMÉRICAINS

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je poser au solliciteur général une question relative à une question que j'avais soulevée précédemment concernant son enquête au sujet d'allégations suivant lesquelles des fonctionnaires de son ministère auraient commis des actes irréguliers en refoulant, le 25 janvier dernier, trois citoyens américains? Le ministre a-t-il achevé l'enquête qu'il a ouverte? Je voudrais savoir également comment sont menées les enquêtes.

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore mené à bonne fin cette enquête. Elle est conduite, au stade actuel, par des membres de la Gendarmerie royale qui ne sont pas en poste dans la région de Vancouver où se sont déroulés les faits incriminés.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire? Dans cette enquête, le solliciteur général collabore-t-il avec le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? C'est une question qui intéresse les deux ministères. Je ne sais pas quels représentants de quels ministères la question intéresse, mais y a-t-il coopération entre les deux ministères dans cette enquête?

L'hon. M. McIlraith: Oui, monsieur l'Orateur.

LES PARCS NATIONAUX

L'AMÉNAGEMENT D'UN PARC MARIN DANS LA BAIE DE GÉORGIE

M. Paul St. Pierre (Coast Chilcotin): Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien une question qui fait suite à un discours prononcé à Vancouver hier soir par le ministre des Pêches et des Forêts. Ce ministre préconisait ou suggérait la création d'un parc sous-marin dans le golfe de Géorgie. Ce projet est-il pris en considération par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, j'ai lu, moi aussi, le discours de l'honorable ministre des Pêches et Forêts. Mon collègue et moi-même avons discuté cette proposition à quelques reprises, depuis quelques mois, et les fonctionnaires de mon ministère ont commencé à faire l'étude de la possibilité d'établir un premier parc de ce genre au Canada.